

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement  
Service Risques

Lille, le 08 janvier 2024

Nos réf. : 2023-V1-413

**Rapport de l'Inspection de l'Environnement chargée des Installations Classées**

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** Société ROYAL CANIN située à Les-Rues-Des-Vignes  
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de l'agroalimentaire et au dossier de Porter à Connaissance au titre des ICPE.

**Réf. :** [1] Dossier de réexamen transmis au préfet par courrier de l'exploitant du 09/12/2020  
[2] Rapport de base transmis au préfet par courrier de l'exploitant du 25/03/2021  
[3] Dossier de Porter à Connaissance au titre des ICPE du 22/12/2022 modifié par la version du 10/05/2023.

**PI :** [PJ1] Projet d'arrêté préfectoral complémentaire  
[PJ2] Projet de lettre à transmettre à l'exploitant

**N°AIOT :** 0007000610

**1. Activités et situation administrative de l'établissement**

La société ROYAL CANIN exploite sur la commune de LES-RUES-DES-VIGNES une installation de fabrication d'aliments pour animaux de compagnie.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 05/04/2007 complété par les arrêtés complémentaires du 08/10/2010 et 20/09/2016. Classées plus

particulièrement au titre de la rubrique IED suivante :

- **3642-3** : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : la capacité maximale autorisée est de 600 t/j

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

## **2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables**

### **2.1 Dossier de réexamen**

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier visé en référence [1].

### **2.2 Révision des prescriptions et délai d'application**

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3642 comme l'établissement ROYAL CANIN de la commune de LES-RUES-DES-VIGNES, la conformité avec les MTD dans les installations classées du secteur de l'agroalimentaire doit donc être effective pour le 4 décembre 2023.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques

3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée : 3642, 3643 ou 3710.

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est applicable dans un délai de 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 pour les installations existantes et acte de l'application des MTD pour le secteur de l'agroalimentaire.

### **3. Instruction du dossier de réexamen**

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du Code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- le laboratoire ;
- l'usine accueillant les différentes étapes du process (broyage, extrusion, séchage, refroidissement, conditionnement) ;
- les différents stockages de matières premières et de produits finis avec zones de réception et d'expédition ;
- la chaufferie.

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur de l'agroalimentaire qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

<b>N° de la MTD</b>	<b>Objet de la MTD</b>	<b>Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020*</b>	<b>Secteur</b>
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
5	(que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur.	2	Tous
6	Efficacité Énergétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous

5 & 17	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	15.2	Alimentation animale/ procédés spécifiques
--------	---	------	--

\* AMPG FDM: arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant.

Au terme de cet examen, l'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. L'exploitant déclare que :

- ces installations ne sont, à ce jour, pas en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le secteur de l'agroalimentaire qui lui sont applicables ;
- toutefois, la mise en conformité complète de ses installations avant l'échéance réglementaire du 4 décembre 2023 rappelée plus haut est accessible ;
- il propose pour ce faire un calendrier de mise en conformité. Celui-ci ne concerne que les MTD suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
5	Surveillance des émissions canalisées dans l'air	La société Royal Canin devra renforcer son programme de surveillance des rejets atmosphériques pour atteindre une fréquence annuelle (actuellement la fréquence est triannuelle).	04/12/23
13	Plan de gestion du bruit	La société Royal Canin mettra en place des dispositifs d'atténuation du bruit et formalisera un plan d'action.	04/12/23
14	Prévention des émissions sonores	La société Royal Canin mettra en place des dispositifs d'atténuation du bruit et formalisera un plan d'action.	04/12/23
17	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	La société Royal Canin respectera les nouvelles VLE du paramètre poussières qui concernent les installations d'extrusion et de broyage.	04/12/23

Dans son avis émis au titre de l'article R.515-70 III du CE, l'exploitant indique la non-nécessité de revoir

les prescriptions de son autorisation vis-à-vis de l'impact du fonctionnement de ses installations sur l'environnement, et des enjeux locaux.

L'inspection n'est pas opposée à ce positionnement compte tenu notamment, que cet établissement ne se trouve pas dans les cas suivants :

- pollution causée par le site, justifiant une révision des prescriptions applicables au site ;
- caractérisation d'un risque accidentel insuffisamment pris en compte dans les prescriptions applicables au site ;
- nouvelle NQE ou révision d'une NQE, nécessitant une révision des valeurs limites d'émissions applicables au site.

#### **4. Instruction du rapport de base**

##### **4.1. Rappel du contexte réglementaire**

La transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée en 2010 a été finalisée le 2 mai 2013. La directive IED est une refonte de la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite « IPPC », et de six autres directives sectorielles.

Les dispositions en matière de protection des sols et de remise en état sont notamment développées. La directive prévoit, dans certains cas, l'obligation de réaliser un « rapport de base » définissant l'état du sol et des eaux souterraines. Lors de la cessation d'activité, le site doit être remis :

- dans un état tel qu'il ne présente plus de risque pour la santé humaine et pour l'environnement compte tenu de l'utilisation future qui a été définie (ce qui correspond à l'approche française déjà en vigueur),
- ou dans l'état défini dans le rapport de base lorsque cet état est meilleur.

##### **4.2. Contenu du dossier**

###### **4.2.1. Description du site et de son environnement**

- Périmètre IED

Conformément à l'article R. 515-58 du code de l'environnement, le périmètre IED correspond à l'ensemble des zones géographiques du site accueillant les installations suivantes, ainsi que leur périmètre d'influence en matière de pollution des sols et des eaux souterraines :

- les installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE ;- les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Le mémoire transmis précise les installations relevant de la rubrique 3642, à savoir :

Installations	Caractéristiques
Zones de stockage de matières premières	Deux zones du site sont dédiées au stockage de matières premières : une zone tampon à proximité directe de la zone de broyage et un bâtiment localisé en partie nord du site.
Tour de broyage	Certaines matières premières transitent par cette zone avant d'intégrer les lignes d'extrusion. Les matières sont broyées à

	des tailles définies selon le produit recherché.
Lignes d'extrusion	Le site dispose de 5 lignes d'extrusion, dont 4 localisées au niveau de la tour AURORE. Les matières premières y sont mélangées, cuites et refroidies puis les produits sont mis en forme.
Stockage de produits finis	La partie nord de l'usine est dédiée au stockage des produits finis.
Stockage de palettes incomplètes	Une zone en partie nord de l'usine est dédiée au stockage de palettes incomplètes qui sont stockées dans l'attente d'une future production permettant de les compléter avant expédition.
Chaufferie	Le site dispose d'une chaufferie au gaz naturel permettant, entre autres, de produire la vapeur utilisée dans le process de séchage à l'air chaud au niveau des lignes d'extrusion.
Laboratoire	Un laboratoire est localisé au niveau de l'accueil des poids-lourds. Les produits livrés sont au préalable analysés afin de vérifier leur conformité avant leur entrée sur site.

- Identification des substances et mélanges dangereux pertinents utilisés, produits ou rejetés au sein du périmètre IED

L'exploitant a réalisé un inventaire des substances dangereuses utilisées dans le cadre du procédé de fabrication en précisant pour chaque produit ses mentions de danger, son état physique, la quantité maximale présente sur site et les mesures de protection existantes. Il retient des substances dangereuses pour l'environnement recensées sur la base du ou des motifs suivants : la pertinence au regard de l'origine d'une éventuelle contamination de l'environnement au droit du site.

#### 4.2.2. Recevabilité du rapport de base

L'exploitant a réalisé un rapport de base en application de la Directive IED suivant le « Guide Méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED, version 2.2 » datant d'octobre 2014. Le rapport de base transmis par l'exploitant se compose :

- d'une description du site et de son environnement et d'une évaluation des enjeux ;
- de la recherche, compilation et évaluation des données disponibles ;
- de la définition du programme et des modalités d'investigations ;
- de la réalisation du programme d'investigations et d'analyses ;
- des interprétations des résultats et de la discussion des incertitudes.

#### **4.3 Définition du programme et des modalités d'investigations**

Aucune étude environnementale comprenant des investigations sur les sols ou les eaux souterraines n'a été réalisée par le passé au droit du site de la société ROYAL CANIN. L'exploitant a donc procédé à la réalisation d'investigations sur les sols en première approche. Le rapport de base définit deux zones à risque de pollution des sols au sein du périmètre IED sur lesquelles des investigations ont été réalisées :

- zone de stockage de matières premières – bâtiment « Valescaut » ;
- zone de stockage tampon de matières premières de la zone de broyage.

Les résultats de ces investigations constituent l'état actuel des sols au niveau des zones à risques et mettent en évidence un impact en cuivre de faible intensité localisé au niveau de 2 zones à risques de

pollution des sols.

Considérant l'usage industriel du site et les composés mis en évidence, l'exploitant ne préconise aucune mesure de gestion en l'état actuel du site.

Considérant l'absence d'impact significatif sur les sols au niveau des zones à risques, l'exploitant n'a pas jugé nécessaire de réaliser des investigations sur les eaux souterraines.

#### **4.4 Avis de l'inspection sur le rapport de base**

La réalisation du rapport de base repose sur un principe de responsabilité de l'exploitant. Il aboutit à la définition du niveau de contamination du sol et des eaux souterraines par les substances dangereuses pertinentes du périmètre IED au moment de son élaboration.

Il est néanmoins rappelé que ce rapport servira de référence lors de sa cessation d'activité de l'installation et permettra de définir, en cas de pollution significative et sans préjudice des dispositions déjà prévues dans le code de l'environnement, les conditions de remise en état.

Lors de la cessation d'activité, il pourra être demandé à l'exploitant de rechercher les substances pertinentes utilisées, produites ou rejetées et qui n'auraient pas été recherchées lors de l'élaboration du rapport de base. Il pourra être considéré que ces substances étaient alors absentes des milieux investigués.

Le rapport de base ne préconise pas de mener une surveillance périodique des eaux souterraines et des sols. Toutefois, l'article 6 bis.IV.b et .c de l'arrêté du 2 février 1998, précise que lorsque les activités relèvent de la Directive IED et que des substances ou mélanges dangereux pertinents visés au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement sont susceptibles de se trouver sur le site et de caractériser une éventuelle pollution, les surveillances suivantes sont à mettre en place :

- une surveillance quinquennale des eaux souterraines est mise en œuvre à minima sur les ouvrages référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, sur les ouvrages dont la représentativité est équivalente ;

- une surveillance décennale des sols est réalisée a minima sur les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

L'établissement ROYAL CANIN se trouve dans ce cas de figure, l'inspection propose donc la mise en place d'une surveillance périodique des eaux souterraines et des sols.

#### **5. Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées sur le dossier de réexamen et le rapport de base**

Au regard de l'examen du dossier de réexamen et du rapport de base rendus par l'exploitant, et étant donné la réglementation nationale déjà applicable, nous proposons à Monsieur le préfet au moyen du projet de courrier et de l'arrêté préfectoral complémentaire joints au présent rapport, de :

- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent.
- prendre acte du calendrier de mise en conformité présenté par l'exploitant ;
- prendre acte de la remise et des éléments du rapport de base ;
- prescrire l'actualisation des modalités de l'autosurveillance des rejets atmosphériques (valeurs limites d'émissions et fréquences d'analyses) au regard des dispositions de cet arrêté du 27 février 2020 ;
- prescrire la surveillance périodique des sols et des eaux souterraines en application de l'article 6 bis.IV.b et .c de l'arrêté du 2 février 1998 .

## **6. Instruction du Porter à Connaissance**

Par courrier du 10/05/2023 modifiant le courrier du 22/12/2022, la société ROYAL CANIN porte à la connaissance du préfet l'évolution du fonctionnement du site situé à Les-Rues-Des-Vignes et la transformation de ces installations depuis 2007. Suite à ces évolutions, les seuils de consommation en eau et volume de rejets prescrits dans l'arrêté d'autorisation du 5 avril 2007 ne sont plus atteignables.

La société Royal Canin a réalisé différentes modifications au cours des 15 dernières années afin de répondre aux exigences de la filière en termes de qualité et d'hygiène :

- Installations de VMH (Valorisateur de Matière Humide) pour valoriser les déchets humides de production ;
- Installation de Skid pour répondre aux problématiques microbiologiques ;
- Installation de dispositifs de lavage pour les équipements mobiles et de nettoyage NEP afin de garantir le respect des normes d'hygiène ;
- Evolution des modes de production : évolution du mix produit tendant vers une diversification des recettes, augmentation de taux de cuisson des croquettes pour une meilleure digestibilité.

L'ensemble des modifications des lignes de production ont été réalisées afin de garantir un meilleur respect des normes d'hygiène, une réduction des risques microbiens et des déchets. Ces modifications engendrent cependant une consommation en eau supplémentaire par rapport à ce qui avait été estimé lors de l'étude d'impact de 2003. L'exploitant assure toutefois optimiser ses consommations en électricité et en eau pour les mesures de nettoyage des équipements.

Au vu des transformations apportées au site depuis 2007, la société ROYAL CANIN souhaite modifier les seuils suivants figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 avril 2007 :

- passage d'une consommation annuelle en eau de 280L/tonne de produit à 330L/tonne de produit ;
- passage du seuil de production journalier de 600 t/j à 660 t/j, à considérer comme nouveau seuil autorisé au titre de la rubrique 3642, ce afin d'absorber les pics de production ;
- passage du seuil de température de 25°C à 30°C pour les eaux rejetées à la STEP de Crèvecœur en sortie du rejet n°2 ;
- suppression du seuil de 20m<sup>3</sup>/j moyens mensuels de rejet d'eaux résiduelles, en ne conservant que le seuil maximal de 40m<sup>3</sup>/j autorisés par l'arrêté préfectoral de 2007 et la convention de rejet avec la STEP de Crèvecœur.

La société ROYAL CANIN précise que l'ensemble de ces modifications, à l'origine d'une consommation



en eau supplémentaire, s'accompagne d'une évolution de la capacité de production journalière (production de pointe) sans pour autant modifier la production annuelle fixée par l'arrêté préfectoral du 05/04/2007 et que l'impact de ces équipements sur la ressource en eau et l'environnement global reste limité et maîtrisé, et s'inscrit dans une démarche globale d'optimisation des performances du site.

Au regard des éléments du dossier de porter à connaissance susvisé, il s'avère que les modifications demandées sont considérées comme notables mais non substantielles au titre du code de l'environnement. Une suite favorable sera réservée à la demande de la société ROYAL CANIN.

L'instruction de cette demande est l'occasion d'actualiser le classement administratif de l'établissement au titre des rubriques 3642, 1510 et de supprimer le classement au titre des rubriques 1530, 2220, 2221 et 2260 suite aux changements opérés.

L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord d'imposer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, dont un projet est joint en annexe, la liste des installations classées avec les volumes autorisés, la température et le débit maximal journalier d'eaux résiduaires ainsi que la consommation d'eau annuelle.

## **7. Prélèvement d'eau et sécheresse**

Cette partie du rapport s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'action régionale pluriannuelle visant à réduire les prélèvements d'eau des ICPE les plus consommatrices. Cette action s'effectue notamment au travers de la prescription de dispositions complémentaires aux établissements concernés.

### **7.1 Introduction**

Le département du Nord connaît depuis 2017 des déficits pluviométriques importants ayant conduit en 2017, 2018, 2019, 2020 et 2022 à la prise d'arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau, et plaçant plusieurs bassins versants en situation de vigilance, d'alerte ou d'alerte renforcée sécheresse. Les hivers successifs, période normalement propice à la recharge des nappes phréatiques, n'avaient pas permis aux nappes de revenir à leur niveau normal au début du printemps. Il est donc nécessaire d'anticiper toute dégradation supplémentaire du niveau des nappes, afin de préserver l'état quantitatif et qualitatif de la ressource, les usages prioritaires ainsi que la survie des écosystèmes aquatiques.

En 2023, au regard de la situation hydrologique de la région des Hauts-de-France et du département du Nord, le bassin versant de l'Escaut a été placé en situation d'alerte sécheresse par l'arrêté de restrictions d'usage du 19 juin 2023. L'établissement Royal Canin se situe dans ce bassin versant.

### **7.2 Bilan actuel de la situation de la société Royal Canin**

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 avril 2007, autorise la société ROYAL CANIN à prélever au maximum 280 litres d'eau par tonne de produit dans le réseau de distribution public de la ville de Les-Rues-des-Vignes avec une production maximale de 190 000 tonnes par an. Le prélèvement autorisé total est de 53 200 m<sup>3</sup> par an. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire propose de passer cette limite à 62 700 m<sup>3</sup>/an comme précisé au chapitre précédent. Cette nouvelle limite est basée sur demande de l'exploitant et prend en compte les optimisations à venir pour respecter cette limite.

La société ROYAL CANIN a déclaré depuis 2018 les consommations d'eau de réseau suivantes sur le

site de télédéclaration GERE ( en m<sup>3</sup>) :

2022	2021	2020	2019	2018
65970	66113	61460	63337	61243

Les niveaux de prélèvements sont relativement stables.

Un courrier envoyé, par la DREAL Hauts-de-France le 26 mars 2019, à l'attention des ICPE les plus consommatrices de la région (> 50 000 m<sup>3</sup>/an) demandait aux exploitants les actions réalisées en termes de réduction des consommations d'eau et les éventuelles actions spécifiques menées en période de sécheresse. La société ROYAL CANIN a répondu le 8 avril 2019 qu'aucune action significative n'a été menée ces dernières années pour réduire la consommation d'eau du site. Néanmoins, un suivi de la consommation d'eau est en place et des investigations et rappels sont effectués lorsqu'une consommation anormale est relevée.

Lors des périodes de sécheresse en 2017 et 2018, la société ROYAL CANIN indique avoir procédé à une communication à l'ensemble des associés lors de ces périodes afin que chacun soit conscient que les usages de l'eau doivent être limités et que toute fuite doit être signalée.

La société ROYAL CANIN indique que la consommation d'eau ne varie pas significativement en fonction des périodes de l'année, l'activité du site n'étant pas saisonnière.

### **7.3 Présentation de l'action de l'inspection des installations classées**

Dans l'objectif de réduire les prélèvements d'eau effectués dans les masses d'eau souterraines, les masses d'eau superficielles et les réseaux de distribution public par les ICPE, l'inspection des installations classées a décidé de lancer en 2019 une action pluriannuelle auprès des établissements recensés comme gros consommateurs (prélevant plus de 50 000 m<sup>3</sup>/an quel que soit le milieu de prélèvement – ce seuil est le seuil de déclaration GERE des établissements prélevant au réseau de distribution public).

La société ROYAL CANIN prélève dans le réseau de distribution public de la commune de LES-RUES-DES-VIGNES.

Par ailleurs, l'instruction du Gouvernement du 31 décembre 2019 relative aux actions nationales de l'inspection des installations classées pour l'année 2020 a prévu une action « sécheresse » en son paragraphe C.2, dans le chapitre des « actions aux choix ». Cette action consiste à :

- lister les principaux préleveurs et consommateurs d'eau ;
- vérifier si les prescriptions des arrêtés préfectoraux des ICPE concernées permettent de répondre aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau qui ont été prises par le préfet en application de l'article L. 211-3 du code de l'environnement ;
- interroger l'exploitant sur les mesures qu'il met en place lors de ces périodes de sécheresse et vérifier leur applicabilité ou leur mise en œuvre si une période de sécheresse est en cours ;
- sensibiliser les exploitants sur cette thématique lors des inspections ;
- interroger les exploitants sur leurs efforts de réduction de consommation d'eau au cours des dernières années, afin d'identifier si une réflexion convaincante a été mise en place et de pouvoir en rendre compte lors des éventuels comités sécheresse ;
- si les arrêtés préfectoraux ne prévoient pas de mesures spécifiques ou si ces dernières ne sont pas adaptées, proposer aux exploitants de réfléchir à des mesures applicables sur les sites pour ces périodes et adapter les prescriptions par arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'instruction du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 12 décembre 2022 relative aux actions nationales 2023 de l'inspection des installations classées prévoit une « action sécheresse » dans les actions thématiques prioritaires pour l'année 2023.

L'action régionale pluriannuelle, amorcée en 2019, et poursuivie en 2020 dans les Hauts-de-France, s'inscrit donc pleinement dans le cadre de ces demandes. Elle se poursuit en 2023 afin de concerner l'ensemble des sites visés.

Par ailleurs, les ICPE visées ont été conviées mi-2020 à une réunion d'information organisée en visioconférence, afin de présenter le contexte général et les contours de cette action. Diverses présentations assurées par le BRGM, les DDT(M) de chaque département, l'agence de l'eau et la DREAL ont ainsi eu lieu lors de ces réunions.

Ces éléments ont également été rappelés lors d'une nouvelle réunion en visioconférence auprès des ICPE relevant des régimes de l'autorisation ou de l'enregistrement en avril 2023.

Le principe général de l'action pluriannuelle est de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire :

- la réduction de la limite maximale de consommation au regard des prélèvements réels depuis au moins 5 ans ;
- d'adapter la fréquence des relevés de consommation d'eau si aucune fréquence n'est prescrite, ou si une fréquence différente d'une fréquence journalière ou hebdomadaire est prescrite, et prescrire la transmission de ces données via l'application GIDAF à fréquence mensuelle en période de sécheresse, et trimestrielle en dehors ;
- la réalisation sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion globale de l'eau afin d'identifier les actions ou mesures qui pourraient être mises en place pour diminuer le niveau actuel des prélèvements, qu'ils soient effectués dans les eaux souterraines, les eaux de surface ou le réseau d'eau potable ;
- la détermination d'un plan d'actions « sécheresse » qui détaille les mesures que l'exploitant sera en mesure de mettre en place en cas de passage en vigilance renforcée, alerte, en alerte renforcée ou crise sécheresse.

L'analyse des réponses apportées par l'exploitant au courrier précité, l'analyse de ses niveaux de prélèvements associés et le contexte du bassin versant où ont lieu ses prélèvements amènent l'inspection des installations classées à prescrire à la société ROYAL CANIN, le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires joint au présent rapport qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'exploitant devra réaliser sous 9 mois une étude technico-économique (ETE) de réduction des consommations d'eau comportant notamment :

- ➔ l'état actuel de l'utilisation de l'eau par la société ROYAL CANIN
- ➔ la description des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau qu'elles ont permis de réaliser
- ➔ l'étude et l'analyse des possibilités de réduction des prélèvements et les possibilités de recyclage
- ➔ l'échéance de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'objectif de l'étude est de diminuer au maximum les consommations. L'optimisation de la gestion globale de l'eau sur le site devra être recherchée.

Une note ministérielle du 16 septembre 2019 a fixé la feuille de route découlant des assises de l'eau qui se sont tenues à travers la France de 2017 à 2019. Cette feuille de route s'articule autour de trois grands objectifs dont un porte sur les économies d'eau, et un meilleur partage de la ressource dans le but

d'atteindre une réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et de 25 % en 15 ans.

Ces objectifs sont visés dans le projet d'arrêté. L'objectif de l'ETE prescrite dans le cadre de l'action pluriannuelle est de viser une diminution des prélèvements de l'établissement de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2020.

Par ailleurs, en menant cette étude, l'exploitant devra tenir compte des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral au niveau du point de rejet des eaux industrielles ainsi que de la température du rejet. En effet, la diminution de consommation peut avoir pour conséquence de concentrer les substances polluantes dans les effluents, et donc d'augmenter les niveaux de concentration en sortie de site. De même la température des rejets pourrait augmenter, l'exploitant doit donc veiller à garantir un respect des valeurs limites, et si des dérives sont à craindre il devra l'intégrer dans son étude.

- l'exploitant réalisera sous 9 mois un plan d'actions sécheresse qui présentera les actions qu'il peut mettre en place dans le but de diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse et les effets prévus et/ou observés. Ce plan aura pour objectif de diminuer les prélèvements réalisés par l'exploitant de 5 % en situation de vigilance renforcée sécheresse, de 10 % en situation d'alerte sécheresse, de 20 % en situation d'alerte sécheresse renforcée, au-delà de 20 % en cas de crise sécheresse (en rappelant que le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité).

#### **7.4 Conclusion « Prélèvement d'eau et sécheresse »**

L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, dont un projet est joint en annexe, la réalisation des études ci-dessus développées.

### **8. Conclusion :**

L'inspection propose de réserver une suite favorable aux demandes formulées dans le dossier de porter à connaissance de la société ROYAL CANIN et d'acter par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, tel que prévu par l'article R.181-45 du code de l'environnement sans passage en CODERST, l'actualisation du classement administratif des installations ainsi que d'encadrer le fonctionnement des installations par des prescriptions complémentaires telles qu'évoquées dans le présent rapport.

Malgré l'augmentation de la consommation d'eau évoquée ci-dessus, l'inspection souhaite que l'exploitant s'engage dans une démarche d'optimisation de gestion de sa consommation d'eau.

Suite à l'instruction du dossier de réexamen IED et du rapport de base, l'inspection propose de prescrire dans l'arrêté préfectoral complémentaire les valeurs limites d'émission et la surveillance des rejets dans l'air. L'inspection propose également à Monsieur le préfet du Nord de demander la mise en place d'un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines.

Consulté sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire par courriel du 20 juillet 2023, l'exploitant a répondu par courrier du 16 août 2023 sur les deux points suivants :

- concernant la réalisation de l'étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau et le plan d'action sécheresse, l'exploitant indique vouloir prendre comme année de référence l'année 2020 au lieu de 2019, l'année 2019 étant une année où le volume produit était plus faible. Ce changement a été pris en compte dans l'arrêté préfectoral joint en annexe ;
- concernant l'article 3 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire sur les prélèvements et consommation d'eau, l'exploitant s'interroge sur la valeur limite journalière de consommation fixée à 192m<sup>3</sup>. Cette valeur fait référence à la valeur journalière indiquée dans la convention spéciale de déversement passée avec le gestionnaire de la station d'épuration de Crévecœur. Elle est donc à maintenir.

Au regard des évolutions du projet d'arrêté préfectoral depuis cette consultation, notamment l'ajout de l'article 10 concernant la surveillance périodique des eaux souterraines et des sols, la procédure de contradictoire mérite d'être menée.

**[PJ1 ] : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement  
Réf : DCPI-BICPE/[ ]

**Arrêté préfectoral imposant à la société ROYAL CANIN  
des prescriptions complémentaires  
pour la poursuite d'exploitation  
de son établissement situé à LES-RUES-DES-VIGNES**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet du Nord

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du secteur de l'agroalimentaire, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement, et en particulier les articles R. 515-60 et R. 181-45 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation et de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme pluri-annuel de mesures correspondant ;

Vu l'Arrêté-cadre interpréfectoral du 31 mai 2023 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie d'eau dans les bassins versants du Nord et du Pas-de-Calais ;

Vu la note ministérielle du 16 septembre 2019 du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire ;

Vu les différents actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 autorisant la société Royal Canin à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées Zone d'Activités – 1670 rue Haute sur le territoire de la commune de Les-Rues-des-Vignes complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 8 octobre 2010 et 20 septembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2023 portant délégation de signature à Madame Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu la transmission du dossier de réexamen et du rapport de base respectivement transmis les 9 décembre 2020 et 25 mars 2021 ;

Vu la transmission du dossier de Porter à Connaissance au titre des ICPE du 22 décembre 2022 modifié par la version envoyée le 10 mai 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du xx/2023;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du XX xxxxx ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel du xx xxxxx2023 ;

Considérant ce qui suit :

1. dans son dossier de réexamen précité, l'exploitant :
  - conclut qu'au 04/12/2023 ses installations seront conformes aux meilleures techniques disponibles qui lui sont applicables ;
  - n'a pas formulé de demande de dérogation ni de demande d'application d'une technique disponible alternative ;
2. les modifications successives des installations et des conditions d'exploitation ne sont pas soumises aux dispositions de l'article R.122-2 du code de l'environnement, à ce titre elles ne nécessitent pas la réalisation d'une demande d'autorisation environnementale, ni un examen au cas par cas ;
3. les modifications successives des installations et des conditions d'exploitation ne sont pas de nature à engendrer un accroissement significatif des impacts et dangers existants ;
4. l'ensemble des modifications des installations et des conditions d'exploitation ne sont pas considérées comme substantielles au titre du Code de l'environnement, elles nécessitent néanmoins d'être encadrées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

5. l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;
6. l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'eau, et rappelé par Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;
7. le volume d'eau prélevé annuellement est significatif, et il convient donc d'étudier par quels moyens ces volumes pourraient être réduits ;
8. Les activités exercées sur le site impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) no 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification CLP, et il existe un risque de contamination des eaux souterraines et des sols sur l'emprise des installations.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 –

La société ROYAL CANIN, dont le siège social est situé à 650 avenue de la petite Camargue, BP 30 470 Aimargues, est tenue de respecter pour ses installations sises sur le territoire de la commune Les-Rues-des-Vignes (59258) Zone d'Activités – 1670 rue Haute, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire.

### Article 2 – Liste des installations classées

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2016 sont abrogées.

Le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007, relevant les rubriques ICPE des installations exploitées, est remplacé par le tableau suivant.

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité et seuil de classement	Caractéristiques des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3642-3.a	A	<b>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</b> 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage	<b>Mise en œuvre de :</b> – 220 tonnes par jour de produits alimentaires à base de produits d'origine animale – 500 tonnes par jour de produits alimentaires à base de produits d'origine végétale	Capacité de production en tonnes de produits finis par jour	75 t/j	660 t/j de produits sortant  pour une capacité annuelle maximale de production de 190 000 t



Rubrique	Régime	Désignation de l'activité et seuil de classement	Caractéristiques des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.				
1510-2.b	E	<p><b>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</b></p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup> ;</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> ;</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>.</p> <p><i>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes</i></p>	<p>Les bâtiments inclus dans une Installation, Pourvue d'une Toiture, Dédiée au stockage (IPD) dont le stockage dépasse 500 t de matières combustibles, représentent un volume total d'environ 136 571 m<sup>3</sup></p> <p>dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2000 m<sup>3</sup> de sachets en papier et de cartons (1530) ;</li> <li>- 980 m<sup>3</sup> de palettes bois (1532) ;</li> </ul>	Volume des entrepôts	> 50 000 m <sup>3</sup> < 900 000 m <sup>3</sup>	136 571 m <sup>3</sup>
2160-2.b	DC	<p><b>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</b></p> <p>2. Autres installations :</p> <p>b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup></p>	<p>En amont de la tour de broyage :</p> <p>21 silos de capacité unitaire de 159 m<sup>3</sup></p> <p>4 silos de capacité unitaire de 87 m<sup>3</sup></p> <p>+ silos répartis sur l'ensemble du site : 5 249 m<sup>3</sup></p>	Volume total de stockage	> 5 000 m <sup>3</sup> < 15 000 m <sup>3</sup>	9 000 m <sup>3</sup>
2910-A.2	DC	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b></p>	<p>Chaudière principale : 4,5 MW</p> <p>Chaudière d'appoint : 2,3 MW</p> <p>Chaudière eau chaude : 0,29 MW</p> <p>Chauffages : 0,2 MW</p>	Puissance thermique maximale de l'installation	> 2 MW < 20 MW	7,5 MW

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité et seuil de classement	Caractéristiques des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p> <p>La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.</p> <p>(*)Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>				
2925	D	<p><b>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</b></p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW ;</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil</p>	Atelier de charge	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	50 kW	75 kW

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité et seuil de classement	Caractéristiques des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ; <i>(7) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</i>				

A : autorisation / E : Enregistrement / DC : Déclaration avec Contrôle périodique / D : Déclaration / NC : Non Classé

L'établissement fait partie des établissements dit « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3642-3 : **Traitement et transformation de matières premières animales et végétales (aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés) en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux**, avec une capacité de production de 660 tonnes de produits finis par jour ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales sont les conclusions du BREF FDM (Industries agro-alimentaires et laitières).

### Article 3 – Prélèvements et consommation d'eau

Les dispositions de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

« 3.1 La consommation moyenne annuelle est limitée à 330 litres d'eau par tonne de produit avec une production maximale de 190 000 tonnes par an. Le prélèvement maximal annuel autorisé est de 62 700 m<sup>3</sup> avec une limite maximale journalière à 192 m<sup>3</sup>. Les installations sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés dans un registre éventuellement informatisé.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur. »

### 3.2 – Étude technico-économique

L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2020.

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.
- Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.

- Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.
- Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

### 3.3 – Plan d'actions sécheresse

L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».

Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).

Ce plan d'actions détaille :

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de «vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 10 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours.

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 20 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours .

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 40 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours.

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de « crise sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau de crise, une diminution des prélèvements significativement supérieure à 20 % sera visée, soit une diminution du volume moyen journalier prélevé significativement supérieure à 40 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte, alerte renforcée ou crise) pour l'épisode de sécheresse en cours.

Le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité.

Le plan d'actions précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de l'Escaut au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

3.4 – L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci-dessus du présent arrêté seront adressés à l'inspection des installations classées **dans un délai de 9 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 4 – Eaux usées – eaux résiduaires = rejet n°2 – débit**

Les dispositions de l'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

	Instantané	Journalier
Débit maximal	5 m <sup>3</sup> /h	40 m <sup>3</sup> /jour

#### **Article 5 – Eaux usées – eaux résiduaires = rejet n°2 – température, pH**

Les dispositions de l'article 13.2.2 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

« La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 6,5 et 8,5. »

#### **Article 6 – Valeurs limites d'émission (VLE) et surveillance des rejets dans l'air**

Les dispositions de l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

« Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Ces prélèvements, mesures et analyses devront être effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement.

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance
Poussière	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	10	Une fois par an
		Refroidissement de granulés	20	
	Extrusion d'aliments secs pour animaux de compagnie	-	100 si le flux est inférieur à 1 kg/jour 40 si le flux est supérieur ou égal à 1 kg/jour	Une fois par an

Les gaz issus des installations thermiques du paragraphe 20.1 doivent respecter les valeurs suivantes :

	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	300
NO <sub>x</sub>	500

»

#### **Article 7 –**

Les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont abrogées.

#### **Article 8 – Rapport de base**

Le rapport de base réalisé par KALIES daté du 30 novembre 2020, révisé le 22 février 2021 et référencé n° KA20.03.005 est à conserver sans limite de temps.

#### **Article 9 – Application des Meilleures Technologies Disponibles applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire**

Sauf disposition contraire prévue par le présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation et de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 à compter du 4 décembre 2023.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de respecter tout texte venant compléter ou remplacer les dispositions prescrites par cet arrêté ministériel.

#### **Article 10 – Surveillance périodique du sol et eaux souterraines**

L'exploitant réalise une surveillance périodique du sol et des eaux souterraines s'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59 dont la fréquence est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution en remplacement de la surveillance, décrite précisément et argumentée (procédures de contrôles des différents dispositifs de protection du sol et des eaux souterraines, périodicité des contrôles...).

#### **Article 11 – Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

#### **Article 12 – Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la Transition écologique – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

- 1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 13 – Décision et notification**

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LES RUES-DES-VIGNES ;
- DREAL chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LES RUES-DES-VIGNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2023>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe

Amélie PUCCINELLI

**[PJ2] : Projet de lettre à transmettre à l'exploitant**



Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Lille, le

**Objet :** Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk).

**Réf. :** Votre dossier de réexamen transmis par courrier du 09/12/2020, votre rapport de base transmis le 25/03/2021

**Pl :** Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité

Monsieur le directeur,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courriers visés en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 ainsi que votre rapport de base, ainsi que les compléments demandés. Le respect de ces MTD **vous est applicable à compter du 4 décembre 2023**, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, **je prends acte de votre engagement de mise en conformité** de l'exploitation de vos installations en regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le secteur de l'agroalimentaire précitées. **À cette fin, j'ai bien noté le calendrier que vous avez retenu (ci-après), et que je vous demande de respecter :**

N° de la MTD	Objet de la MTD parue au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
5	Surveillance des émissions canalisées dans l'air	La société ROYAL CANIN devra renforcer son programme de surveillance des rejets atmosphériques pour atteindre une fréquence annuelle (actuellement la fréquence est triannuelle).	04/12/23
13	Plan de gestion du bruit	La société ROYAL CANIN mettra en place des dispositifs	04/12/23

		d'atténuation du bruit et formalisera un plan d'action.	
14	Prévention des émissions sonores	La société ROYAL CANIN mettra en place des dispositifs d'atténuation du bruit et formalisera un plan d'action.	04/12/23
17	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	La société ROYAL CANIN respectera les nouvelles VLE du paramètre poussières qui concernent les installations d'extrusion et de broyage.	04/12/23

Pour rappel, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'exploitation de vos installations à compter du 4 décembre 2023 ainsi que, concernant votre secteur d'activité, les dispositions dont les références sont rappelées en pièce jointe à la présente lettre.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 4 décembre 2023, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Veuillez noter que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date repère.

Suite à l'instruction du dossier de réexamen IED et du rapport de base, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) m'a proposé de profiter d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'instruction d'un dossier de porter à connaissance, pour mettre à jour les valeurs limites d'émission et la surveillance des rejets dans l'air, et d'y intégrer l'obligation de mise en place d'un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023 en application de l'article 6 bis.IV.b et .c de l'arrêté du 2 février 1998. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens vous parviendra ultérieurement.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Lille, le

Pour préfet et par  
délégation,

Monsieur BREHON, directeur de site  
Société ROYAL CANIN  
1670 Rue Haute  
59258 LES RUES-DES-VIGNES  
[francois.xavier.brehon@royalcanin.com](mailto:francois.xavier.brehon@royalcanin.com)

**Pièce jointe :** Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020*	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
5	(que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur.	2	Tous
6	Efficacité Energétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous
5 & 17	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	15.2	Alimentation animale/ procédés spécifiques

*\*Il conviendra de se reporter directement à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour prendre connaissance des éventuelles conditions d'application non retranscrites ici.*

**Pièce jointe :** Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020*	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
5	(que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur.	2	Tous
6	Efficacité Energétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous
5 & 17	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	15.2	Alimentation animale/ procédés spécifiques

*\*Il conviendra de se reporter directement à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour prendre connaissance des éventuelles conditions d'application non retranscrites ici.*